

Je demande à l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre de nous dire si, à son avis, un seul membre du comité sur la défense aurait osé se faire le défenseur d'un tel programme, surtout après les témoignages, au comité, du lieutenant-général Guy Simonds et du général Charles Foulkes, deux ex-militaires de renom qui ont occupé les plus hauts postes au sein de nos forces armées.

Comme le mentionnait le ministre dans sa déclaration du 24 octobre, cette décision a été prise après une étude approfondie du programme, et il faut admettre que les raisons avancées par le ministre correspondent assez bien à certains points de vue qui ont été exposés au comité sur la défense. D'autant plus que du côté économique, le gouvernement actuel a encore voulu montrer à la population qu'il savait prendre ses responsabilités, lorsque l'honorable ministre des Transports (M. McIlraith) a annoncé un programme de construction de navires dont le coût atteindrait tout près de 110 millions de dollars, lequel sera complété au cours des années 1963, 1964 et 1965.

Que dire, monsieur l'Orateur, de la déclaration de l'honorable ministre des Mines et des Relevés techniques (M. Benidickson), cet après-midi, annonçant la construction de 12 bateaux additionnels, 12 navires de recherche et d'études hydrographiques au coût de 50 millions de dollars?

Nous avons donc supprimé un programme de dépenses militaires dont le coût paraissait exorbitant, tenant compte surtout du fait que l'efficacité même de ces frégates d'utilité générale était mise en doute et que leur rôle était des plus controversé. Nous y avons préféré un programme de construction de navires, par le ministère des Transports et par le ministère des Mines et des Relevés techniques, à un prix bien inférieur, alors que ces vaisseaux seront beaucoup plus utiles à la population canadienne.

La construction de ces navires débute immédiatement, de sorte que le chômage ne sera pas accentué par l'abolition du premier programme. Le bon sens et la raison l'ont emporté, et le gouvernement actuel prouve qu'il veut prendre ses responsabilités dans tous les domaines.

Monsieur l'Orateur, pour ce qui est du sous-amendement de l'honorable député de Villeneuve, touchant l'entreposage d'ogives nucléaires dans la province de Québec, cet honorable député prouve une fois de plus qu'il restreint son action politique à une seule province et que son groupe de dissidents n'envisagera jamais une situation dans son contexte national. L'honorable chef des caouettistes et des grégoriens va même jusqu'à parler, dans son sous-amendement, au nom des députés du Québec de tous les partis politiques,

[M. Laniel.]

et je lui demande respectueusement de m'exclure de ses propos que je considère irresponsables et colorés de politique.

Je lui suggère de retourner en arrière, soit à la dernière campagne électorale, et il verra qu'à ce moment-là, le chef du parti libéral a adopté une attitude précise et catégorique sur la question de nos engagements envers nos alliés. Certains se sont moqués lorsque nous avons dit que nous remplirions nos engagements d'abord—c'est ce que nous faisons actuellement—et qu'ensuite nous verrions à réétudier la situation dans le but d'essayer, s'il y a lieu, de réorienter notre participation de façon qu'elle soit plus adaptée à nos aspirations.

Monsieur l'Orateur, le Canada fait partie de l'OTAN et de NORAD, et je suis convaincu que c'est un droit et un devoir qui lui est reconnu par la presque totalité des Canadiens.

Prétendre que nous avons accepté l'entreposage d'armes nucléaires malgré les protestations de tout le monde n'est pas aussi exact que le dit l'honorable député de Villeneuve (M. Caouette). Notre position a été très précise à ce sujet et, malgré certaines protestations inévitables, le peuple de la province de Québec nous a donné un appui sans équivoque au moment des élections. Nous nous sommes présentés comme un parti responsable et nous avons formé un gouvernement qui prend ses responsabilités et fait honneur à ses engagements. Et le dialogue continue avec nos amis et il devra continuer indéfiniment, cherchant toujours des solutions à nos problèmes communs.

J'admets que dans le domaine de la défense, il y a lieu d'étudier et de reviser constamment notre politique, devant l'évolution rapide de la technique moderne; mais lorsqu'on manipule des millions de dollars, on ne peut tout bouleverser à tout instant, surtout si l'on fait partie d'un système de défense qui doit être aussi invulnérable que possible.

Je ne me scandalise pas de l'entreposage d'ogives nucléaires sur le sol canadien; je prétends que c'est inévitable. Je crois que le Canada, comme pays libre, doit participer suivant ses moyens, à la défense du monde libre. Il est temps que nous cessions de jouer sur les mots et même de prétendre que nous perdons notre influence de pays pacifiste. Notre renommée est acquise et le premier ministre est reconnu comme un homme de paix à travers le monde.

Faisons-nous ou ne faisons-nous pas partie du bloc de l'Ouest? Qu'est-ce qui nous serait arrivé, au moment de la crise de Cuba, si celle-ci avait dégénéré en une guerre nucléaire, avec ou sans entreposage d'ogives